



Procès-verbal de la réunion du jeudi 15 février 2018.

L'an deux mille dix-huit, le jeudi 15 février, les membres du Conseil Communautaire légalement convoqués se sont réunis à la salle du théâtre municipal de Forges-les-Eaux à dix-neuf heures, conformément à la convocation du 7 février 2018 et sous la Présidence de Monsieur Eric Picard.

Nombre de membre en exercice : 81. Délégués présents : 61 Pouvoirs : 4

Etaient présents :

Ms et Mmes : Bréquigny I. Deschamps F. Fournier L. Rimbert D. Denjean M. Quesney Y. Broux E. Cosquer J.L. Nottias B. Buquet D. Lamulle N. Beuvin M. Dexemple J.P. Devillerval M.F. Canu J.N. Patris P. Mainemarre N. Lejeune M. Lemasson L. Godebout F. Caillaud B. Asselin F. Turban P. Guesdon D. Hagnéré C. Rouzé D. Picard E. Larchevêque F. Delafontaine B. Pain J.L. Legendre F. Blondé J. Baguet V. Cailleux M. Duval A. Buquet J.M. Coaillet M. Delwarde J.C. Dion O. Defromerie M. Legay P. Devin R. Bisson J.P. Grisel J. Bourguignon F. Duval I. Mariette P. Sagot J. Coutard G. Lefebvre C. Elie C. Degry D. Dupard R. Dion P. Gibaux M. Morel J.M. Duflos J.Y. Thillard M.B. Dumouchel J.C. Hermand T. Garcia C.

Absents excusés : R. Décarnelle. C. Lesueur. B. Chardel. F. Knoop. J. Godin. C. Cumont. C. Ducrocq.

Excuses et pouvoirs :

- M. Bonino excusée pouvoir à F. Godebout
- I. Méry excusée pouvoir à J. Blondé
- J.M. Ducrozet excusé pouvoir F. Larchevêque
- J. Buquet excusé pouvoir à J.Y. Duflos

Le compte rendu de la dernière réunion, est adopté à l'unanimité par les membres présents.

Avant de débiter la séance M. Picard, président demande aux élus l'autorisation d'ajouter 1 délibération à l'ordre du jour :

- Avenant pour changement de dénomination d'une entreprise, qui a effectué les travaux de menuiserie à la maison médicale de La Feuillie.

Dans l'ordre du jour prévu, suppression des points n°7 et 11 (en attente de l'avis du C.D.G), à différer lors d'un prochain conseil.

Lancement d'une consultation pour assurer la maintenance sur le parc de bacs actuel et futur

Le contrat de maintenance des bacs O.M.R et D.M.R qui court depuis la mise en place de la Redevance Incitative soit le 1^{er} janvier 2013 est arrivé à échéance.

Cette prestation consiste aux installations, ajouts, remplacements, retraits, réparations, soit à la demande de l'utilisateur, soit sur constatations de terrain, soit à la demande du service déchets. Fin 2017, le parc comprend 25619 bacs représentant un volume de 4 452 m³. Le coût mensuel actuel de la prestation est de l'ordre de 8 500 € H.T.

Le conseil communautaire délibère à l'unanimité pour autoriser le Président à lancer une consultation sous la forme d'un MAPA pour assurer une prestation de maintenance sur le parc de bacs actuel et futur comprenant (achat de bacs, de pièces détachées, passerelle avec logiciel facturation, interventions sur terrain).

**Avenant n° 1 au Marché de transport et traitement des déchets issus des déchèteries communautaires –
Lots 2 à 10 :**

Lors de la rédaction de l'article 4.3.3 du CCAP – Modalités d'actualisation des prix - portant sur les lots 2 à 10, une erreur matérielle s'est glissée dans la formule de révision des prix. En effet, l'addition des différentes valeurs porte le montant total à 1.1 au lieu de 1.

Il y a donc lieu de faire une modification à 0,13 à 0,12 afin de corriger cette erreur matérielle.

Les marchés étant signés, il est nécessaire de réaliser un avenant par lot.

Le conseil communautaire délibère à l'unanimité pour autoriser le Président à les signer.

Toutes les clauses et conditions générales du marché demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires au présent avenant.

Renouvellement du contrat de reprise des verres issus des P.A.V

Dans le cadre de la conclusion du contrat pour l'action et la performance CAP proposé par CITEO au titre de la filière emballages ménagers, il y a lieu de renouveler le contrat type de reprise option filière verre avec le repreneur

TOURRES & Cie désigné par la filière matériaux verre.

La durée du contrat est identique à la durée résiduelle d'exécution du contrat BAREME F soit du 01/01/2018 au 31/12/2022. Cependant, des clauses de résiliations sont prévues dans les cas suivants :

- Si la collectivité décide de changer d'option de reprise à compter de l'expiration de la 3^{ème} année calendaire d'exécution du contrat,
- En cas de cessation par la filière matériau de l'activité au titre de laquelle elle a signé le présent contrat
- Dans l'hypothèse où la Société agréée perdrait son agrément.

Le prix de reprise est fixé par la Filière Matériau à partir de la variation de l'indice du calcul européen découlant de l'étude faite annuellement sous contrôle de l'ADEME et de l'indice INSEE.

Le prix est révisable chaque année selon une formule de révision. Pour l'année 2018, le prix de reprise est fixé à 23,97 €/tonne. Le tonnage collecté était de 1203 Tonnes en 2017.

Le conseil communautaire délibère à l'unanimité pour autoriser le Président à signer le contrat avec Tourres & Cie.

Autorisation pour l'encaissement de remboursement d'indemnités d'assurances suite à des sinistres.

Une délibération est nécessaire pour autoriser le président à recevoir des encaissements des indemnités d'assurance suite à des sinistres qui ont été déclarés au sein de la communauté de communes et qui font l'objet d'un remboursement.

Le conseil délibère à l'unanimité.

Nomination d'un délégué titulaire et suppléant pour siéger au conseil d'administration du collège Rollon de Gournay-en-Bray.

Un délégué titulaire et suppléant doit être désigné pour siéger au conseil d'administration du Collège Rollon de Gournay-en-Bray.

Mme Céline Elie est nommée déléguée titulaire et Mme Valérie Baguet est nommée déléguée suppléante.

Autorisation au président à céder un véhicule du S.S.I.A.D de gré à gré.

Une délibération doit être prise pour autoriser le président à vendre un véhicule du S.S.I.A.D de gré à gré. Il s'agit d'un Citroën C1. Une proposition d'achat sera transmise au personnel et leur réponse devra être faite sous forme d'enveloppe fermée (pour les intéressés).

Le conseil délibère à l'unanimité.

Autorisation de mandater des dépenses d'investissements à hauteur de 20%.

Une délibération est nécessaire afin de pouvoir mandater des dépenses d'investissement à hauteur de 20% maximum du montant des crédits d'investissement ouverts en 2017 en attendant le vote du budget 2018 qui interviendra courant avril, pour le budget général et les budgets annexes.
Le conseil délibère à l'unanimité.

Autorisation de signer la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage avec le S.A.E.P.A. du Bray Sud pour la réalisation des travaux d'assainissement sur la Z.A.C de la Feuillie.

Une convention doit être signée avec le S.A.E.P.A du Bray Sud pour réaliser les travaux d'assainissement sur la Z.A.C de La Feuillie. En effet, cette zone d'activités étant intercommunautaire, la Com-Com doit prendre les travaux d'assainissement à sa charge c'est pourquoi, pour optimiser le coût, le S.A.E.P.A, réalise les travaux, les finance et émettra un titre de paiement à la communauté de communes pour le remboursement. Le montant des travaux s'élève 37141€ T.T.C. Actuellement des travaux sont réalisés sur place, le fait que l'entreprise soit présente, et puisse réaliser en même temps les travaux de la Com-Com optimise les coûts. M. Grisel demande si les travaux sont compris dans l'enveloppe des 200 000€ enregistrée au budget 2017 ? M. Picard répond que cette enveloppe n'a rien à voir avec la présente délibération. L'enveloppe budgétaire de 200 000€ concerne l'aménagement de la Z.A.C de La Feuillie.

Le conseil délibère à l'unanimité.

Avenant à l'acte d'engagement avec Eurotop,

Suite à un changement de dénomination, autorisation doit être donnée au président de signer un avenant à l'acte d'engagement avec Eurotop, maître d'œuvre qui gère la réalisation et l'aménagement de la Z.A.C de La Feuillie. Eurotop devient aujourd'hui Euclyd Eurotop. Le marché reste exécuté selon les mêmes modalités et les mêmes montants. L'avenant porte uniquement sur le changement de nom.

Le conseil communautaire délibère à l'unanimité.

Compétence G.E.M.A.P.I : diverses délibérations à prendre.

La loi « NOTRe » n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment son article 76-II-2° attribue aux E.P.C.I) fiscalité propre une nouvelle compétence obligatoire en matière de Gestion des Milieux Aquatique et de prévention des Inondations (GEMAPI) à compter du 1^{er} janvier 2018.

La Communauté de communes des 4 Rivières ne dispose pas des compétences techniques en interne lui permettant d'assumer ces compétences et l'existence de syndicat mixte couvrant ce champ de compétence permet de la leur déléguer.

Il est proposé au conseil communautaire de délibérer pour :

- **La modification des statuts de la communauté de communes afin de prendre les compétences obligatoires 1 – 2 – 5 - 8 « GEMAPI » et facultatives n° 4 (sauf pluvial en milieu urbain)– 11 – 12**
- **D'adhérer et de déléguer ces compétences aux 3 syndicats suivants :**
 - S.I.E.A.E (Syndicat intercommunal de l'entretien et l'aménagement de l'Epte),
 - S.Y.M.A (Syndicat du bassin versant de l'Andelle),
 - S.M.B.V de l'Arques.
 - S.I.I.V.E (syndicat interdépartemental et intercommunal de la vallée de l'Epte)

- **De désigner des représentants titulaires et suppléants de la communauté de communes des 4 rivières qui siègeront aux syndicats sus cités**, par le mécanisme de représentation-substitution pour les communes qui y adhèrent déjà. Pour faciliter la fluidité administrative mais aussi le remplacement des titulaires par les suppléants, il est proposé que les délégués suppléants ne soient pas attitrés/rattachés à des délégués titulaires.

- **De mettre en place sur le territoire communautaire la taxe GEMAPI fiscalisable et non fiscalisable pour les montants suivants :**

SYNDICAT	ENVELOPPE TAXE FISCALISABLE COMPETENCES 1 – 2 – 5 - 8	ENVELOPPE TAXE NON FISCALISABLE COMPETENCES FACULTATIVES 4 (hors pluviale urbain) – 11 – 12	ENVELOPPE ENTRETIEN	TOTAL
SYMA (Andelle)	71 475 €	17 660 €	0 €	89 135 €
SMBE (Epte)	34 800 €	32 800 €	30 000 €	97 600 €
SMBV (Arques)	14 753 €	5 740 €	0 €	20 493 €

M. le président rappelle le contenu des 4 compétences obligatoires :

- n°1 : l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique
- n°2 : l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac, ou plan d'eau, y compris les accès à ceux-ci.
- n°5 : la défense contre les inondations et contre la mer
- n°8 : la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

Les 3 compétences optionnelles :

- N° 4 : la maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols au sens du 4- de l'article L.211-7 I du code de l'environnement, uniquement pour ce qui concerne les eaux pluviales non urbaines, c'est-à-dire hors agglomération.
- N°11 : la mise en place et l'exploitation de dispositifs de surveillance ou de mesure de la ressource en eau des milieux aquatiques au sens du 11- de l'article L.211-7 I du code de l'environnement
- N°12 : la réalisation d'études structurantes à l'échelle du bassin versant au sens du 12- de l'article L.211-7 I du code de l'environnement, l'animation et la concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous bassin ou un groupement de sous-bassins ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique.

M. Buquet Daniel précise qu'aucune communauté de communes n'a un périmètre de territoire qui correspond à son périmètre hydrographique. Le S.Y.M.A, à terme, sera composé de 105 communes de l'Eure et de la Seine-Maritime après la fusion de l'Andelle.

M. Dion rend hommage au travail de Jérôme Vrel, qui depuis 3 ans, œuvre sur l'étude du syndicat de l'Epte pour gérer le bassin dans sa totalité.

M. Picard ajoute que le syndicat de l'Epte va évoluer à l'automne vers le S.I.I.V.E

M. Picard propose aux élus de désigner les membres qui siégeaient déjà dans les 3 syndicats, et qui se sont investis dès le début du mandat.

M. Dion demande si le syndicat de l'Epte va perdurer ?

M. Picard lui répond que ce syndicat va continuer d'exister en attendant la fusion avec le S.I.I.V.E à l'automne.

Le conseil communautaire délibère à l'unanimité pour la G.E.M.A.P.I sur les 4 points suivants :

- **La modification des statuts de la communauté de communes afin de prendre les compétences obligatoires 1 – 2 – 5 - 8 « GEMAPI » et les compétences facultatives n° 4 (sauf pluvial en milieu urbain)– 11 – 12**
- **D’adhérer et de déléguer ces compétences aux 4 syndicats suivants :**
 - S.I.E.A.E (Syndicat intercommunal de l’entretien et l’aménagement de l’Epte),
 - S.Y.M.A (Syndicat du bassin versant de l’Andelle),
 - S.M.B.V de l’Arques.
 - S.I.I.V.E (syndicat interdépartemental et intercommunal de la vallée de l’Epte)
- **De désigner des représentants titulaires et suppléants de la communauté de communes des 4 rivières qui siègeront aux syndicats sus cités**, par le mécanisme de représentation-substitution pour les communes qui y adhèrent déjà au nombre de 23 titulaires et suppléants pour le S.Y.M.A (Andelle), 69 titulaires et 36 suppléants pour l’Epte, 8 titulaires, suppléants pour le S.M.B.V (Arques), et 2 délégués titulaires pour le S.I.I.V.E.
- **De mettre en place sur le territoire communautaire la taxe GEMAPI fiscalisable et non fiscalisable pour les montants suivants :**

SYNDICAT	ENVELOPPE TAXE FISCALISABLE COMPETENCES 1 – 2 – 5 - 8	ENVELOPPE TAXE NON FISCALISABLE COMPETENCES FACULTATIVES 4 (hors pluviale urbain) – 11 – 12	ENVELOPPE ENTRETIEN	TOTAL
SYMA (Andelle)	71 475 €	17 660 €	0 €	89 135 €
L’Epte	34 800 €	32 800 €	30 000 €	97 600 €
SMBV (Arques)	14 753 €	5 740 €	0 €	20 493 €

Avenant pour changement de dénomination d’une entreprise, qui a effectué les travaux de menuiserie à la maison médicale de La Feuillie.

L’entreprise Normandie Vérandas a été attributaire du marché de travaux (lot menuiserie) pour la création de la maison médicale de La Feuillie. La dénomination de cette entreprise a changé et se nomme aujourd’hui : NV Aluminium.

Le conseil communautaire délibère à l’unanimité pour autoriser le président à signer l’avenant avec cette entreprise, avenant qui porte uniquement sur la dénomination, les autres clauses techniques et financières restent inchangées.

Le conseil communautaire délibère à l’unanimité.

Informations et questions diverses

M. le président informe les élus des différents points suivants :

- *Notification du jugement du tribunal d’instance de Rouen* : affaire : M. Michel Bouchez contre le S.I.E.O.M, jugement en date du 6 février 2018 qui conclut au rejet de la requête de M. Bouchez.
- Les élus seront destinataires le mercredi 21 février par mail *du projet de débat d’orientations budgétaires* qui sera étudié au conseil du 22 février, 19h à la salle des fêtes de Dampierre-en-Bray.
- *La démission de M. Roger Décarnelle (Beaubec-la-Rosière)* au sein de ses fonctions à la communauté de communes (membre du bureau, membre du comité de pilotage compétence et délégué titulaire

au P.E.T.R). Il reste délégué communautaire pour représenter sa commune. Lors d'un prochain conseil communautaire, les élus devront délibérer pour définir le nombre de membre du bureau : soit resté à 3 membres, ou réélire un 4^{ème} membre. (en remplacement de M. Décarnelle)

- *L'arrêté inter préfectoral 2017-75 du 21 décembre dernier*, porte officiellement le retrait de la commune de Martagny de la communauté de communes des quatre rivières. De ce fait, Martagny a rejoint la communauté de communes du Vexin Normand au 1^{er} janvier 2018.

M. le président laisse la parole à Céline Elie, qui présente l'avancement du R.A.M.I. : les permanences vont débuter lundi 19 février au bureau de la Com-Com de Gournay, puis ensuite en itinérance. Une réunion publique (sur la présentation du fonctionnement du R.A.M.I) aura lieu le 23 mars à la salle des fêtes de Gournay-en-Bray. Projet également d'investir des locaux, qui sera à débattre lors d'un prochain conseil. L'animatrice R.A.M.I fera une présentation devant les élus après le vote du budget.

M. Grisel demande des nouvelles des travaux du lot n°8 (peinture) de la maison médicale de La Feuillie.

M. Broux répond qu'à la réception de travaux, des soucis au niveau de la peinture, ont été constatés (la peinture a été réalisée sur enduit qui n'était pas sec). Le peintre va revenir pour remédier à ces problèmes.

M. Grisel conclut en précisant qu'il était le seul à voter contre l'attribution du lot peinture à cette entreprise.

M. Cosquer fait remarquer que les poubelles recyclables n'ont pas été collectées cette semaine alors que le camion est passé dans la commune.

M. devin répond que certaines rues ou certains hameaux des villages, n'ont pas été collectés à cause des conditions climatiques. Il y a un ramassage prévu en fin de semaine pour les ordures ménagères, mais pas pour les recyclables. Des sacs sont à disposition des élus pour distribuer à leurs administrés, afin de stocker les poubelles qui n'ont pas été levées.

M. Delwarde demande le prix du loyer de la maison médicale de La Feuillie.

M. Legay répond que le loyer s'élève à 10€/m². Les charges (eau, téléphonie, ordures ménagères...) sont en supplément à hauteur de 100€/médecin/mois et 30€/infirmière/mois, sous forme de provision de charges.

M. Delwarde demande le coût final des travaux de la maison médicale de La Feuillie.

M. Picard répond que le coût final des travaux sera établi après la fin du règlement des factures.

M. Caillaud informe les élus qu'une communication intéressante sur une analyse faite entre la redevance incitative et la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, apparaît dans le numéro de février du magazine « que choisir ».

M. Delwarde demande des nouvelles du poste de M. Corbillon.

M. Picard répond qu'il est toujours salarié de la C.D.C des 4 rivières. Dans ses fonctions, il entretenait les stades de La Feuillie et de Nolléval. Dès lors que sa fiche de poste sera finalisée, la communauté de communes sera en mesure de calculer la partie qui restera à la charge de la Com-Com et celle restante à la charge des communes.

M. Buquet Daniel précise que M. Corbillon intervenait ½ journée/semaine au stade de Croisy-sur-Andelle au titre des activités intercommunautaires, mais qu'actuellement, il ne vient plus.

M. Quesney demande la possibilité de prévoir un transport au niveau intercommunalité (par secteur) pour récupérer à Neuchâtel au P.E.T.R, les ampoules basse consommation.

M. Quesney souhaite connaître les animations prévues par la Com-Com pour le passage du tour de France.

M. Picard répond que ce projet est en cours de réflexion avec la commune de Ferrières-en-Bray et l'association du Tour de France. Il y a des contraintes et des obligations à respecter. Pour la Com-Com, il

paraît important de réfléchir à une animation qui pourrait être implantée au niveau du Pôle d'échange multimodal le samedi 14 juillet prochain.

M. Picard veut rebondir sur l'article paru récemment dans la presse locale. Lors des vœux du Maire de la commune de Beaussault, il souhaite que la confusion ne s'installe pas entre la téléphonie mobile (hors compétence communautaire) et l'accès internet géré par S.M.N. et financé par les collectivités territoriales (les Com-Com). L'A.R.C.E.P a signé en janvier un protocole avec les opérateurs de téléphonie mobile et l'état, en s'engageant à couvrir toutes les zones blanches de téléphonie mobile en France.

M. Fournier répond que lors de la cérémonie des vœux de sa commune, il n'avait aucune info, alors qu'il avait relancé plusieurs fois Mme Lucot-Avril à ce sujet. Il a reçu les informations vers le 20 janvier.

M. Patris demande si la Com-Com a reçu une réponse du président de La République.

M. Picard lui répond qu'il n'y a pas de réponse du président pour le moment.

M. Patris évoque le constat tragique sur les routes.

M. Picard fait suite à ce constat en évoquant l'accident tragique de la semaine dernière à Gournay-en-Bray, conséquence d'une insécurité routière liée à des trafics de plus en plus importants. Lors de l'embouteillage que cet accident a causé, il y avait un stock d'une demi-douzaine de semi-remorque qui n'avait rien à faire là. Les gendarmes ont pu constater un trafic très important à cet endroit-là, que l'arrêté municipal pris en 2014, était bafoué. M. Picard a pris contact avec la Préfète qui a revu sa position et adressé un arrêté qui interdit tout transport exceptionnel à l'intérieur du centre-ville de Gournay.

Mme Devillerval pense que c'est une aberration de ne pas autoriser l'arrêté municipal que la mairie de Ferrières a pris pour interdire le passage des convois exceptionnels sur la RD 916. Elle pense que les politiques ne se rendent pas compte de ce que vit au quotidien les riverains, qui en ont assez !

Mme Duval Isabelle constate les mêmes soucis sur sa commune de Longmesnil. De nombreux camions passent par cette commune. Le trafic devient de plus en plus important et les routes sont fortement endommagées.

M. le président demande à Mme Duval de lui faire parvenir copie du courrier adressé à l'état.

M. le président clôture la séance en remerciant la ville de Forges-les-Eaux pour la mise à disposition du théâtre municipal.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h45.